



Discours d'E. Macron : flou et autosatisfaction.

De nombreuses questions restent sans réponse.

Emmanuel Macron a annoncé une accélération du déconfinement prévoyant dès le 22 juin « l'accueil de tous les élèves de manière obligatoire et selon les règles de présence normale » dans les crèches, écoles et collèges, le flou est grand sur les lycées et les universités sont absentes de son discours. Dans tous les cas, le virus n'ayant pas disparu, des préconisations sanitaires restent nécessaires. La FSU demande qu'elles puissent garantir la santé des élèves, de leurs familles et des personnels.

Par ailleurs, les enseignant-es, victimes d'une campagne médiatique et politique de dénigrement et de calomnie, attendaient du chef de l'Etat une parole de reconnaissance du travail accompli qui n'est malheureusement pas venue.

Pratiquant le « en même temps », le Président de la République a eu un discours sans véritable fond sur le nécessaire « vivre ensemble » sans répondre aux expressions demandant des changements profonds dans la société. L'ordre républicain ne peut être invoqué sans dénoncer les dérives de certaines pratiques policières.

Alors qu'il serait essentiel de prendre les mesures nécessaires pour apaiser les tensions, le Président a tenu des propos de nature à les raviver, en parlant de « communautarisme », en insistant sur l'ordre. Une nouvelle étape de décentralisations est annoncée sans précisions concernant le calendrier, la méthode, les mesures envisagées, sans que les objectifs soient clairement définis. La FSU rappelle son attachement profond à l'accès aux services publics de façon égalitaire pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire. La jeunesse a été convoquée à plusieurs reprises sans qu'aucun engagement ne soit pris pour lui permettre d'accéder à un niveau de formation et de qualification qui répondent aux enjeux économiques et écologiques. La FSU demande des concertations urgentes pour sécuriser les parcours scolaires et professionnels des jeunes. Elle exige aussi des moyens pour cette rentrée afin de compenser les retards pris sur les apprentissages des élèves durant ce confinement. L'accent mis sur la reprise de l'économie fait l'impasse totale sur le rôle des services publics et de leurs agent-es, le discours reprend celui du Medef sur l'effort, le « travailler plus ». Le refus de toute contribution significative des plus aisés par la fiscalité va dans le même sens. Visiblement le Président de la République n'a pas tiré les enseignements de la séquence précédente et « maintient le cap », alors que de profonds changements sont nécessaires en particulier sur le plan économique, social et environnemental.

Les paroles du Président de la République ont témoigné d'une grande autosatisfaction et son discours est aussi caractérisé par très peu de propositions concrètes et un renvoi en juillet, l'été étant propice aux "mauvais coups" sur le plan social. C'est pourquoi la FSU sera vigilante sur l'ensemble de ces questions. Par ailleurs, elle s'opposera à des mesures qui, profitant de la crise, renverraient à l'autonomie du pilotage des services publics, source de mise en concurrence, le Président de la République semblant en faire « l'alpha et l'oméga » de sa politique.

Les Lilas, le 15 juin 2020

